

5 DECEMBRE 2019 - Le temps du débarquement du peuple uni

Le 29-11-2019

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)



par le Parti de la démondialisation

le 29 novembre 2019

La date du 5 décembre est désormais dans de nombreuses têtes. Selon que l'on est du peuple ou des élites, des dominés ou des dominants, des pauvres ou des riches elle sonne l'espoir et la possibilité d'affirmer massivement que ça suffit, que non c'est non, que « de cette société là on n'en veut pas » ou elle suscite la peur que ne prenne un mouvement de grande ampleur mettant en difficulté le pouvoir et pas seulement ponctuellement !

Car oui cette date peut être le point de rupture pour faire changer de camp la peur instillée comme mode

de domination par le pouvoir depuis des décennies. Le pouvoir aux multiples tentacules dont Macron est en France le plus visible, le plus décrié, le plus honni. Il mène, en effet, sans faillir, la croisade néolibérale en ayant mis la main sur le gouvernement et l'Etat qu'il inféode aux intérêts particuliers du capitalisme, dans la droite ligne des dirigeants précédents mais avec une vigueur et une brutalité particulières. Ses atouts sont nombreux et sa tâche est aisée car ses alliés sont légions : l'Union européenne et son Traité de Lisbonne, désormais intégré depuis le coup d'Etat parlementaire de 2008 dans notre constitution ; une assemblée nationale sans grand pouvoir mais à sa botte ; le caractère supranational de traités internationaux de libre-échange tous azimuts ; la finance internationale ; l'euro, monnaie unique, qui a asservi la France et paupérisé son peuple ; l'implosion des partis de gauche et de droite parce que tous acquis à la mondialisation.

APPEL DU PARDEM

Pour faire face, pour reprendre la main à partir du 5 décembre, nous appelons tous ceux et celles qui n'en peuvent plus de subir la régression de leurs conditions de vie, de travail, de constater le déclin de leur nation, à débarquer dans les rues.

Nous appelons toutes celles et ceux, personnels et usagers, qui refusent de rester passifs face à la démolition de leurs services publics, à entrer dans l'action.

Nous appelons toutes celles et ceux que le régime méprise à manifester.

Nous appelons les actifs, les privés d'emplois, les précarisés, les jeunes et les vieux, les étudiants et les retraités, les agents publics comme les salariés du privé, les gens des villes et des campagnes, les péri-urbains, les banlieusards, les agriculteurs et les ouvriers, les avocats, les travailleurs sociaux, les chauffeurs de taxi, les « ubérisés », les transporteurs, les caissières et les manutentionnaires, les enseignants, les hospitaliers, les employés, à cesser le travail, à déferler dans les rues et sur les routes, à s'emparer de l'espace public.

Nous appelons le peuple à relever la tête, à crier sa colère et montrer sa détermination à stopper la course folle du système de destruction massive que mène le néolibéralisme.

Nous appelons à la reprise du cours de l'histoire. A regagner du terrain. A Imposer à Macron et à ses alliés une défaite éclatante. Et, ensuite, à continuer, sans céder au chantage ou à la peur.

C'est de cela dont il s'agit le 5 décembre et dans les jours qui suivront. Car il ne s'agit pas de faire un petit tour et puis s'en va, comme le souhaiteraient certaines directions syndicales. Ce n'est pas une grève de principe, d'apparat, de « faire semblant ». C'est un acte majeur, émancipateur et démocratique.

Le 5 décembre peut et doit être le point de départ d'une mobilisation populaire forte et tenace. L'occasion d'ouvrir de nouveaux espaces de résistance active nationale et de débats entre tous pour tracer la voie d'un vaste mouvement « constituant ». Car au-delà de la défense, légitime et indispensable, des acquis sociaux arrachés de longue lutte, il convient désormais de construire les bases d'une véritable démocratie fondée sur la souveraineté du peuple. C'est le cri du cœur du peuple qui résonnera au-delà des frontières, à l'unisson avec celui des Chiliens, des Libanais, des Algériens et tant d'autres !

Car oui, partout dans le monde, les peuples dénoncent la confiscation de leurs droits dont le premier, le plus déterminant, est leur souveraineté. Car les mêmes causes produisent les mêmes effets : partout la mondialisation a sonné le glas de la souveraineté populaire indissociable de celle des nations, au nom du capital transnational et de sa recherche effrénée de profits qui a pris en otage peuples, Etats, nations. Elle a privé les peuples de pouvoir vivre de leur travail, de décider de la société dans laquelle ils veulent vivre, des lois qu'ils veulent mettre en œuvre.

C'est le peuple, dans sa très grande majorité qui pâtit des politiques néolibérales et qui dit non !

Car oui ça déborde de partout ! Partout en France, dans les campagnes, les villes et les banlieues. Partout et dans tous les secteurs, ça couve depuis longtemps et ça craque. Chacun est pris dans le piège des réformes néolibérales, en souffre et parfois en meurt. Ce mécanisme orchestré de longue date de manière conjointe par les gouvernements de la France et l'Union européenne, à pas feutré, la plupart du temps au nom de la modernisation et de l'adaptation à la « fatale » mondialisation du capital, a désormais produit ses effets visibles. Les attaques ciblées ont été conduites volontairement pour saper les fondations de notre société, bafouer sa devise révolutionnaire « Liberté, Egalité, Fraternité » et faire échouer toute résistance.

Tous les secteurs, toutes les professions frappés en plein cœur !

- Les hôpitaux bien sûr, avec les urgentistes en grève depuis des mois, les infirmières, les aides-soignantes, les médecins et même les directeurs, les hôpitaux psychiatriques abandonnés et réduits à la portion congrue, les malades maltraités du fait du manque de personnel et des conditions indignes de travail qui lui sont imposées, les résidents et les personnels des EHPAD soumis à la réduction des budgets dans le public et à l'appétit des actionnaires dans le privé.
- Les cheminots touchés de plein fouet par l'ouverture à la concurrence et les réductions d'effectifs, l'indigence de l'entretien du rail, les usagers qui pâtissent des conditions de transport notamment sur les lignes de TER.
- Les enseignants et les directeurs d'écoles qui souffrent du manque de moyens pour exercer leur métier.
- Les universités devenues « autonomes » dont les budgets sont réduits, les bâtiments mal entretenus. Les étudiants de plus en plus précaires, les lycéens malmenés par les réformes du baccalauréat et le grand mic-mac de parcours sup-galère.
- Les automobilistes en proie au coût fluctuant du carburant conjugué à la stagnation des salaires.
- Les agents de la RATP qui n'en peuvent plus des bouleversements organisés par la direction depuis des mois.
- Les agents publics happés par la réforme destructrice du statut de fonctionnaire et le gel de leur salaire depuis des années.
- Les 16 millions de retraités dont les pensions ont subi des diminutions par l'augmentation de la CSG et l'absence d'indexation sur la réelle inflation.
- Les personnels des aéroports de Paris et leurs usagers sous la menace de privatisation, des personnels d'Air France et de ses filiales low cost.
- Les femmes de chambres des grands hôtels traitées comme du bétail.
- Les salarié-e-s des grandes surfaces menacés par l'entrée massive des caisses automatiques (comprenez le client fait le boulot) et ceux des centres commerciaux contraints de travailler le dimanche et bientôt confrontés à l'ouverture autorisée jusqu'à minuit.
- Les agents publics de l'Etat bringuebalés par des réorganisations perpétuelles et le non remplacement des départs en retraite, ceux des impôts dont la fermeture des centres est déjà programmée
- Les agents des collectivités territoriales paupérisés.

-
- Les élus communaux privés de moyens financiers et dont les compétences ont été réduites à peau de chagrin par les intercommunalités forcées, les élus et les personnels des départements appauvris par la réduction de la taxe d'habitation.
 - Les expulsés des logements faute de pouvoir payer le loyer et l'énergie.
 - Les chômeurs frappés par les nouvelles modalités de calculs des indemnités de chômage, les centaines de milliers qui en sont tout simplement privés depuis le 1^{er} novembre.
 - Tous les actifs sur lesquels pèse l'épée de Damoclès de la toute prochaine réforme des retraites qui, de fait, repousserait l'âge de départ à 64 ans, voire plus, instaurerait un système à point et induirait une baisse conséquente des pensions. Tous ceux dont les « régimes spéciaux » sont menacés d'être supprimés au nom d'une parodie d'universalisme.
 - Les agriculteurs devenus esclaves des vendeurs patentés de pesticides empoisonneurs, nocifs pour la santé de tous. La Terre elle-même, son eau, son air, ses océans et ses sols englués dans les nauséux déversements chimiques du système mortifère du libre-échange.
 - Les ouvriers dont le nombre ne cesse de diminuer par les délocalisations au nom du profit maximum et du coût minimum du travail.
 - L'industrie française démantelée et livrée en pâture au capital multinational.
 - Les infrastructures nationales mises en péril par les coupes budgétaires (routes, ponts, centrales nucléaires, etc.)
 - Les agents de la Justice qui croûlent sous les dossiers qu'ils ne peuvent plus traiter face à la pénurie organisée de leurs services. Les avocats qui dénoncent les conditions d'exercice de leur métier.
 - Les agents d'EDF qui ont subi les conséquences de l'ouverture du capital de ce qui fut un des grands services publics de fourniture d'électricité en France et qui constatent la dégradation du service rendu et la sous-traitance de multiples activités à des entreprises privées.
 - Les millions de personnes qui renoncent à se faire soigner faute d'argent, de médecin ou d'hôpital proches de chez eux...
 - Les travailleurs sociaux démunis face à l'ampleur du désastre et à la casse de leur formation professionnelle qui brise les solidarités d'équipe.
 - L'ubérisation du travail dont les chauffeurs de taxi ont été les premières victimes, l'auto-entreprenariat promu comme modèle de travail, sans protection sociale.
 - La privatisation comme système de destruction des services publics et des grands secteurs de l'énergie, des télécom, des banques, des assurances.
 - Et la pauvreté lancinante et génératrice de stress et d'angoisse qui gagne du terrain et concerne désormais plus de 9 millions de personnes, enfants inclus, vivant en dessous du dit « seuil de pauvreté ».

La liste est si longue qu'elle ne peut être exhaustive. Partout ça fait mal. La vie va mal. Le travail fait mal. Le chômage est un mal et un malheur subi dans l'isolement et considéré comme une fatalité contre laquelle il n'y aurait pas grand-chose à faire, le travail étant devenu un « marché » au sein duquel chacun est tenu de savoir se vendre au gré des besoins et des règles fixées par un grand patronat sans pitié et des technocrates

à sa botte.

En fait il serait plus rapide de dire pour qui cela va bien puisque cela se résume aux grandes fortunes, aux gros actionnaires des multinationales et aux détenteurs de la finance mondiale qui a ensermé toutes les activités humaines. L'Etat, lui, n'a pas disparu. Il sert avec constance la « dérégulation », la « liberté d'entreprendre », la « compétitivité », la libre circulation des marchés et des capitaux, construisant ainsi par la loi les meilleures conditions d'accumulation de profit au bénéfice d'une poignée d'individus et de leurs serviteurs directs.

Le peuple débarque, uni dans la résistance !

Disons nettement à ceux qui feignent de se demander ce qu'est le peuple, que leur mémoire est bien courte et qu'ils souffrent de cécité et de surdité. Le peuple de la Révolution française, de la Commune de Paris, celui de 1936 et de 1968 et, plus près de nous, le mouvement des Gilets jaunes qui a injecté une piqûre de rappel en sortant de l'endormissement forcé des millions de Français. Le 5 décembre peut en constituer le premier jour de l'an II. Au sentiment d'impuissance généré à dessein par les élites et les médias aux mains des suppôts du système peut s'opposer massivement, la conscience de la puissance des citoyens lorsqu'ils se constituent en peuple.

Il est temps. Il est grand temps d'organiser le grand débarquement du peuple face à la barbarie du régime qui n'hésite pas à user de violences de toutes natures pour gagner la guerre sociale qu'il mène sans merci. Il est temps que soit scellée une union durable au-delà des chapelles et des calculs électoraux.

Des mots aux actes, pour construire les conditions afin de faire gagner le camp du peuple, nous appelons les syndicalistes et les syndiqués à ne pas accepter les arrangements orchestrés parfois par leurs directions pour faire rentrer dans le rang grévistes et manifestants. Le 5 décembre c'est le peuple tout entier qui est concerné. Faute de le reconnaître, faute de le comprendre, faute de l'accepter, aucune défaite majeure ne pourra être infligée à Macron et à ses donneurs d'ordre. Déjà de très nombreux Gilets jaunes ont dit oui à la mobilisation du 5 décembre et après...

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire